Au service des peuples et des nations

HARVARD HUMANITARIAN INITIATIVE

MONUSCO

Sondages Consolidation de la Paix et Reconstruction

Est de la République Démocratique du Congo

Rapport 1, Mars 2015

(Données de Décembre 2014)

Par Patrick Vinck, Phuong Pham

Contenu:

p3. Après une forte amélioration, la sécurité reste stable dans les Territoires du 'Petit Nord', mais la confiance dans les acteurs de la sécurité diminue

p5. La criminalité diminue, sauf à Bukavu. Le niveau de violences sexuelles est inchangé

p6. Crise de confiance dans les acteurs de la justice, les défis demeurent

À Propos du Sondage

Les résultats de ce sondage sont basés sur 1,547 entrevues menées en Décembre 2014 avec des adultes aléatoirement sélectionnés dans les villes de Goma, Bukavu et Bunia, et les Territoires du Nyiragongo, Rutshuru, et de Masisi (Petit Nord). La marge d'erreur est de ± 5 points de pourcentage au niveau de confiance de 95%.

Province / District	Territoire / Ville	Echantillon
Nord Kivu	Goma	225
	Nyiragongo	223
	Rutshuru	249
	Masisi	219
Sud Kivu	Bukavu	331
Ituri	Bunia	300
TOTAL	- -	1,547

Pour plus de détails, visitez
www.peacebuildingdata.org/drc
ou contactez info@peacebuilding.org

À Propos du Projet

Ce sondage est le premier d'une série d'enquêtes qui seront menées pour fournir des données et analyses fiables sur la paix, la sécurité, la justice et la reconstruction en République Démocratique du Congo.
Le projet est une initiative conjointe de la Harvard Humanitarian Initiative (HHI) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en collaboration avec la MONUSCO Affaires civiles. HHI est responsable de la collecte des données, de l'analyse indépendante des données, et de la rédaction des rapports, en collaboration avec des partenaires à l'Université Libre des Pays des Grands Lacs, Université Catholique de Bukavu, et Université de Bunia.

Publications:

Vinck P, Pham PN (2014). A La Recherche d'une Paix Durable: Enquête de la Population dans l'Est de la République Démocratique du Congo sur les Perceptions et Attitudes envers la Paix, la Sécurité, et la Justice. Harvard Humanitarian Initiative, Programme des Nations Unies pour le Développement.

© Harvard Humanitarian Initiative, United Nations Development Program
The information provided and views expressed in this publication
do not necessarily reflect the views of the project partners

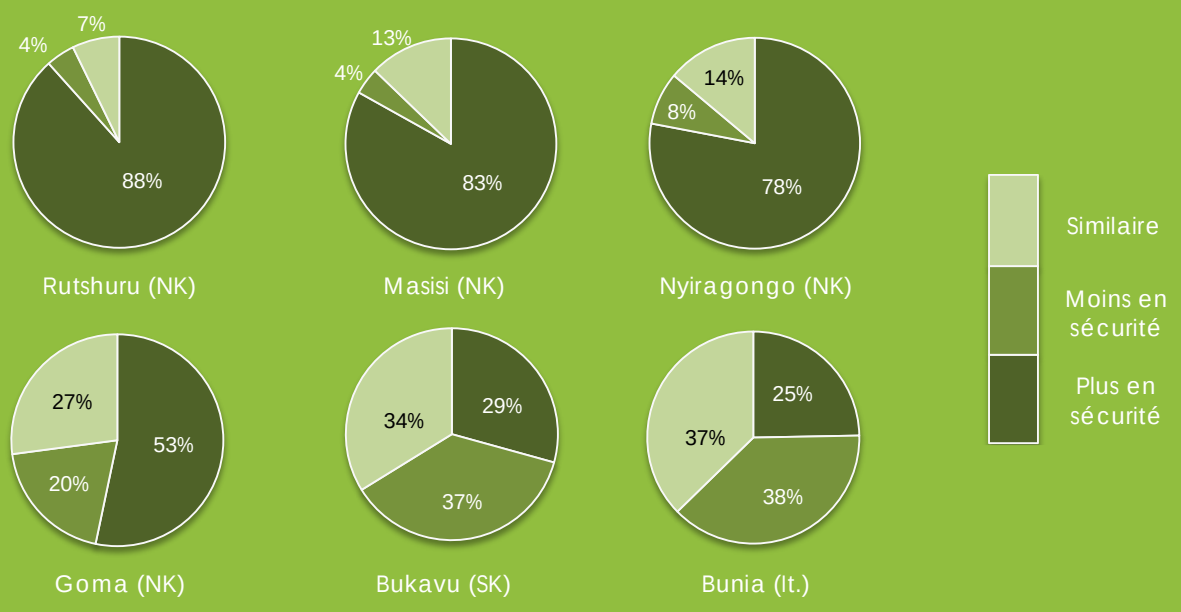
Après une forte amélioration, la sécurité reste stable dans les Territoires du 'Petit Nord', mais la confiance dans les acteurs de la sécurité diminue

GOMA, 03/2015 –Après la défaite du M23 à la fin de 2013, le sentiment de sécurité de la population s'est considérablement amélioré dans la région du « Petit Nord » du Nord-Kivu, Est de la RDC, une région au centre des guerres successives, englobant les Territoires de Rutshuru, Masisi et Nyiragongo (Walikale ne était pas inclus dans ce sondage).

En Décembre 2014, la majorité des résidents dans les Territoires de Rutshuru (88%), Masisi (83%), et Nyiragongo (78%) au Nord-Kivu ont rapporté une amélioration de leur situation en matière de sécurité par rapport à l'année précédente. L'amélioration de la sécurité a également été fréquemment rapportée dans la capitale provinciale de Goma, Nord-Kivu (53%). Dans les autres capitales provinciales et de district de l'est de la RDC, à Bukavu (Sud-Kivu) et Bunia (Ituri) cependant, entre un sur cinq et un sur trois répondants ont déclaré être moins en sécurité par rapport à un an auparavant.

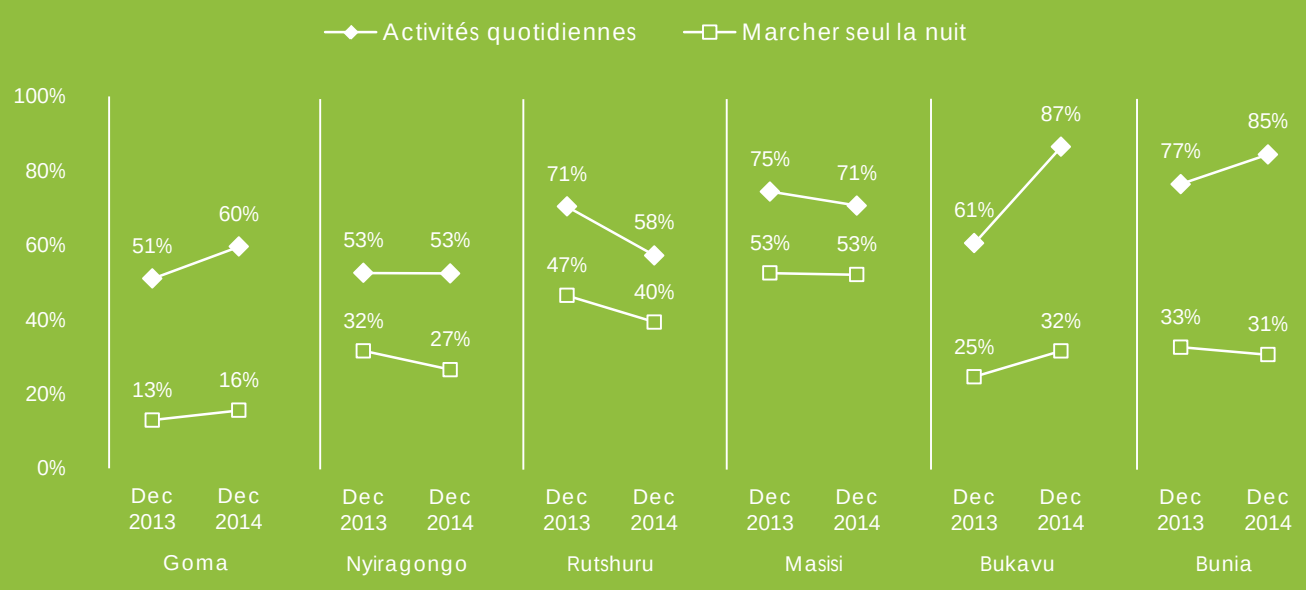
Malgré les gains importants en matière de sécurité par rapport à la situation en 2013, l'insécurité reste élevée, en particulier dans les zones urbaines. La proportion de résidents dans les Territoires du Petit Nord rapportant être en insécurité dans diverses situations étaient semblables en Décembre 2014 et Décembre 2013. Ceci suggère qu'après une amélioration rapide après la défaite du M23, la situation sécuritaire est restée stable ou s'est même dégradée. Dans les zones urbaines, le sentiment de sécurité s'est généralement amélioré lorsque l'on compare les résultats des deux sondages. Marcher seul la nuit demeure l'une des activités perçues comme les moins sûrs, en particulier dans les zones urbaines.

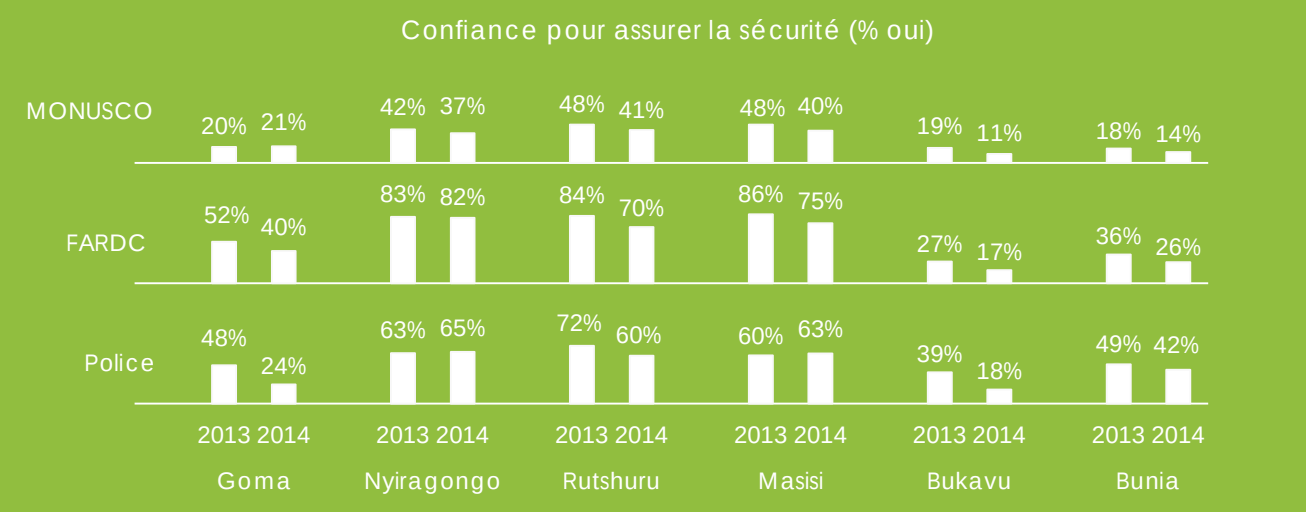
Sentiment de sécurité en 2014 par rapport à 2013



Données de Décembre 2014

Dans tous les Territoires, Dieu et la communauté elle-même continuent à être le plus souvent identifiés comme les principaux pourvoyeurs de sécurité, plus que tout autre acteur formel de sécurité. Les données qualitatives suggèrent que les zones qui étaient précédemment patrouillées régulièrement par les FARDC et/ou la MONUSCO ne sont plus surveillées depuis la défaite du M23, alimentant le sentiment que personne n'est là pour assurer la sécurité. En outre, la confiance dans la capacité des acteurs sélectionnés pour assurer la sécurité, y compris la police, les FARDC et la MONUSCO, est restée stable ou a diminué lorsque l'on compare les données de Décembre 2013 et Décembre 2014. Les FARDC restent l'acteur le plus fréquemment identifié pour assurer la sécurité. Les résidents, cependant, notent des différences entre 'commandos' et d'autres troupes des FARDC - les premiers étant plus appréciés. Les répondants dans les zones urbaines ont le moins confiance dans la police, les FARDC et la MONUSCO pour assurer la sécurité. Cela tient probablement au harcèlement journalier et la corruption, combiné avec le sentiment d'insécurité plus fréquent. La confiance dans la MONUSCO pour assurer la sécurité est stable. Les répondants semblent faire la distinction entre le FIB qui est bien comprise et respectée depuis la défaite de la M23, et le reste de la force.





Données de Décembre 2013 et Décembre 2014

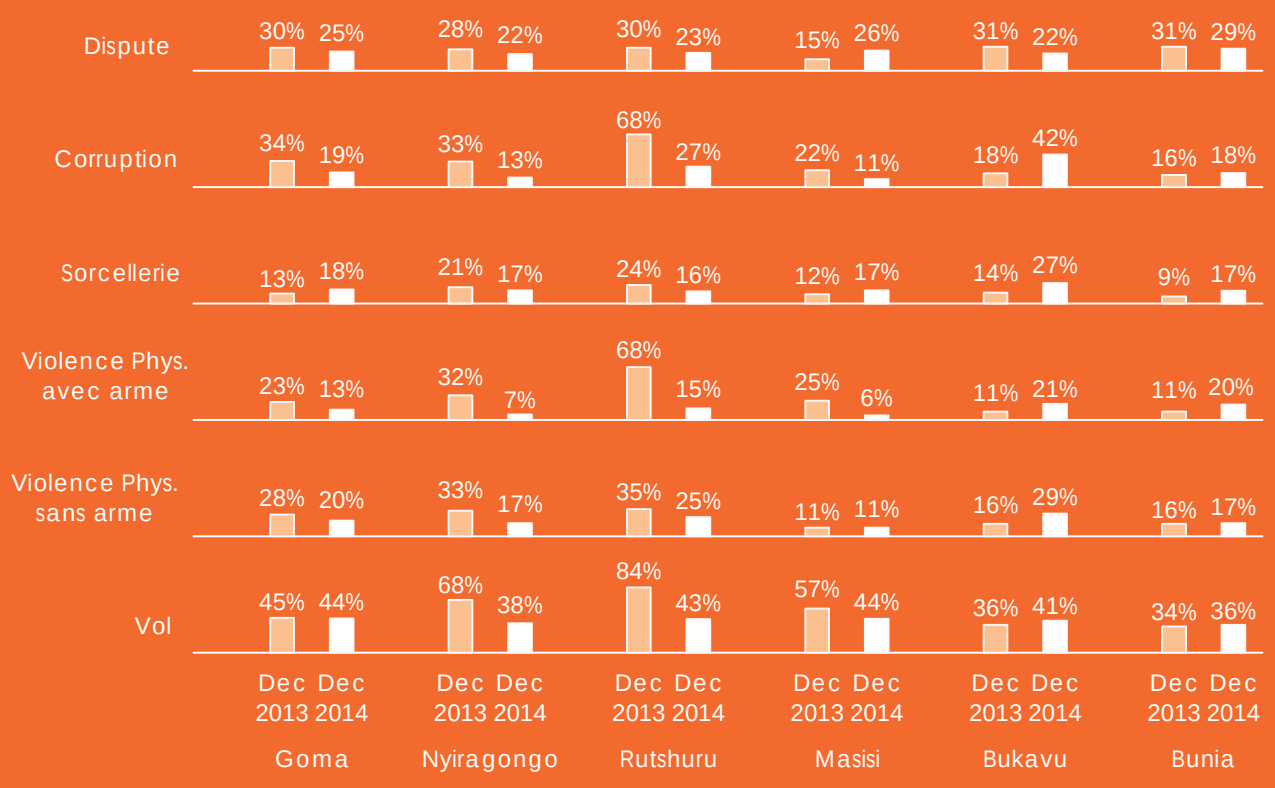
La criminalité diminue, sauf à Bukavu. Le niveau de violences sexuelles est inchangé

Sur base des déclarations de la population, l'incidence de crimes au cours de la période d'un an avant le sondage a diminué dans tous les territoires, sauf Bukavu, où l'incidence de vols, violences physiques, sorcellerie, et corruption a augmenté. Le vol est resté le type le plus commun de crimes déclarés, avec une réduction importante dans le Nyiragongo, Rutshuru et Masisi.

L'incidence des conflits interpersonnels a diminué dans tous les Territoires et les zones urbaines, à l'exception de Masisi, où les conflits déclarés ont augmenté près de deux fois, avec plus de la moitié des litiges ont porté sur les limites des terres et la propriété foncière.

En ce qui concerne la violence sexuelle, les taux d'incidence pour la période d'un an avant l'entrevue variait de moins de 1% à 5%. Les différences avec l'enquête de 2013 se situent dans la marge d'erreur. Neuf sur dix résidents ont indiqué qu'ils accepteraient le retour dans leur foyer d'une femme victime de la violence sexuelle. Ils ont également dit qu'ils accepteraient le retour d'un conjoint victime de violences sexuelles, même si il/elle avait un enfant. Cependant, presque toutes les victimes de violences sexuelles résidant à Rutshuru, Masisi et Nyiragongo indiquent avoir été rejetées par leur ménage. Les victimes résidant dans les villes ont été généralement acceptées de retour dans leur foyer.

Incidence de certains crimes et événements (% vécu au cours de l'année dernière)

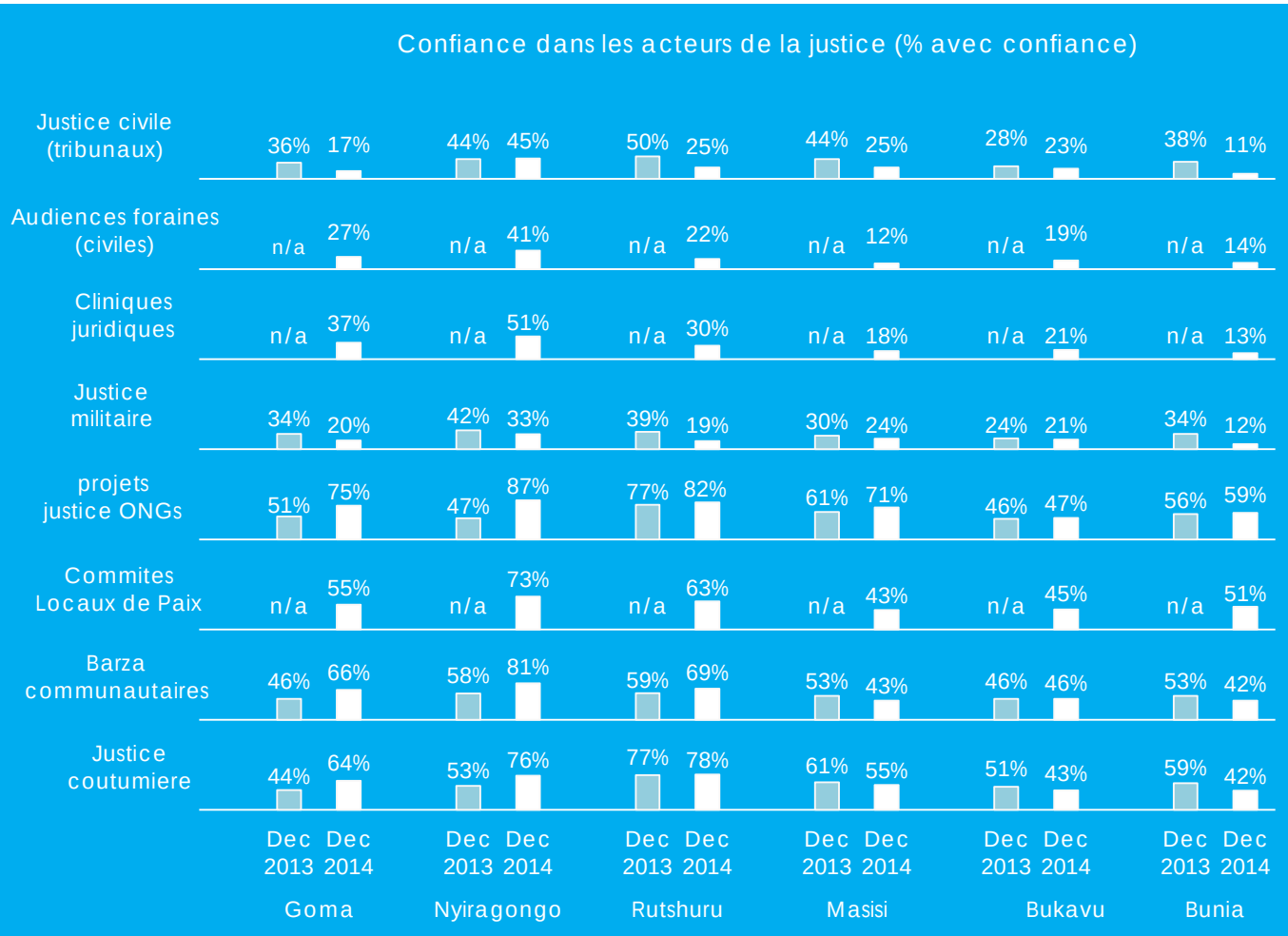


Données de Décembre 2013 et Décembre 2014

Crise de confiance dans les acteurs de la justice - les défis demeurent

Malgré l'amélioration de l'accès à la justice, les habitants de toute la région d'étude ont déclaré des niveaux de confiance dans les systèmes de justice civile et militaire en diminution lorsque l'on compare les résultats de Décembre 2014 et Décembre 2013. La confiance dans les audiences foraines et cliniques juridiques (civiles) est faible dans tous les Territoires (pas couvert en 2013). En comparaison, les efforts de la société civile et les mécanismes de justice traditionnels bénéficient d'un niveau croissant de confiance entre Décembre 2013 et Décembre 2014. La confiance a été évaluée plutôt que la connaissance, parce que l'étude de 2013 a montré que les deux variables sont associées.

Confirmant l'approfondissement de la méfiance envers les acteurs de justice peu de résidents pensent que les tribunaux traitent tout le monde de façon juste et équitable (allant de 8% à 12% dans les zones urbaines, et 19% à 27% dans les Territoires du 'Petit Nord'). Similairement, peu de personnes pensent que les décisions des tribunaux sont prises de façon juste (8% dans les zones urbaines, 17% à 27% dans les Territoires de 'Petit Nord').



Données de Décembre 2013 et Décembre 2014